



GUIDE DE L'ENSEIGNANT

Ressources de la Journée Passez au mauve
pour la classe

Août 2017



Ontario Association of
Children's Aid Societies
The voice of child welfare in Ontario

Table des matières

1. Introduction.....	3
2. Au sujet du Mois de la prévention du mauvais traitement des enfants (MPMTE) 3	
3. Au sujet de la Journée Passez au mauve	4
4. Pourquoi engager les élèves et les écoles lors de la Journée Passez au mauve? 4	
5. Ressources de la Journée Passez au mauve pour la classe : comment fonctionnent les leçons	4
6. Information concernant le Devoir de faire rapport.....	5
7. Information concernant les mauvais traitements et la négligence à l'égard des enfants.....	7
8. Répondre à une divulgation obtenue d'un enfant	8
9. Information concernant le processus de signalement pour les enseignants.....	9
10. L'aide à l'enfance peut aider : comment votre appel aide à appuyer les enfants et les familles.....	10

1. Introduction

Nous vous remercions de votre intérêt pour les Ressources de la Journée Passez au mauve pour la classe. Cette année, la Journée Passez au mauve se tiendra le 24 octobre 2017. L'Association ontarienne des sociétés de l'aide à l'enfance (AOSAE) a travaillé avec le *Boost Child & Youth Advocacy Centre* et la SAE de Windsor-Essex pour élaborer les ressources en réponse aux commentaires des écoles et des enseignants, qui voulaient obtenir des messages plus détaillés à fournir à leurs élèves durant le Mois de la prévention du mauvais traitement des enfants (MPNTE) et la Journée Passez au mauve. Les ressources pour la classe sont conçues en fonction du thème « Il faut tout un village pour protéger les enfants ». L'objectif des ressources pour la classe est d'aider les enseignants à parler des mauvais traitements et de la négligence à l'égard des enfants d'une façon appropriée à l'âge, ainsi qu'à sensibiliser les enfants à la façon de demander de l'aide des adultes dans la communauté.

Bien qu'il s'agisse d'un sujet sérieux, notre objectif est de faire en sorte que les élèves, les enseignants et les familles se sentent appuyés et informés. En parlant de sujets difficiles, nous pouvons obtenir l'aide et le soutien dont nous avons besoin pour assurer la sécurité et le mieux-être de tous les enfants. Les mauvais traitements évoluent dans un climat de secret et de silence. Grâce à l'éducation et la sensibilisation, et avec courage et compassion, nous pouvons faire en sorte d'assurer la sécurité des enfants.

En Ontario, les SAE ont la responsabilité juridique exclusive d'offrir des services de protection de l'enfance, 24 heures sur 24, 365 jours par année. Si des enseignants constatent ou ont un motif de croire qu'un enfant a besoin de protection ou risque de subir des sévices, ils ont l'obligation légale d'appeler leur [Société d'aide à l'enfance locale](#). Les sociétés d'aide à l'enfance travaillent d'abord et avant tout pour préserver l'unité familiale. Pour en apprendre davantage sur la façon dont un appel à une SAE mène à une offre d'aide, reportez-vous à la Section 10 du présent document.

Alors que nous nous engageons dans cette aventure ensemble, nous remercions les enseignants et le personnel scolaire de tout l'Ontario pour la différence qu'ils font dans la vie des enfants chaque jour. Ensemble, nous pouvons garantir les meilleurs résultats pour tous les enfants de notre communauté, ou « village ».

2. Au sujet du Mois de la prévention du mauvais traitement des enfants (MPMTE)

La campagne du MPMTE, qui célèbre son 25^e anniversaire cette année en Ontario, a lieu annuellement durant le mois d'octobre. La campagne est symbolisée par un ruban mauve. Elle a été lancée la première fois par l'[International Order of Foresters](#), mais est dirigée par l'AOSAE et les sociétés d'aide à l'enfance (SAE) depuis 1992. La priorité du MPMTE est de sensibiliser la communauté au rôle important que nous jouons tous pour aider à protéger les enfants et les jeunes contre les mauvais traitements et la négligence. Cela inclut la sensibilisation concernant les types et

signes de mauvais traitements et de négligence, ainsi que sur le devoir légal de faire rapport des inquiétudes concernant la sécurité et le mieux-être d'un enfant.

3. Au sujet de la Journée Passez au mauve

La Journée Passez au mauve est une journée d'action visant à appuyer la priorité de la campagne du MPMTE, qui est la responsabilité de la communauté de s'occuper des enfants et des jeunes. Cette année, le 24 octobre, les collectivités de tout l'Ontario porteront du mauve et s'exprimeront collectivement pour diffuser le message que les mauvais traitements et la négligence à l'égard des enfants peuvent être évités et que de l'aide est disponible. En tant que partenaires essentiels pour assurer la sécurité des enfants, l'AOSAE, les SAE, les conseils scolaires et les écoles collaborent de plus en plus pour faire de la Journée Passez au mauve un événement significatif.

Le slogan et le message clé associés à la Journée Passez au mauve est « Il faut tout un village pour protéger les enfants ». Le mot-clic des médias sociaux pour cette journée d'action est #JEBRISElesilence.

4. Pourquoi engager les élèves et les écoles lors de la Journée Passez au mauve?

La priorité du MPMTE et de la Journée Passez au mauve est d'accroître la sensibilisation relativement au rôle que les adultes de la communauté jouent dans la prévention des mauvais traitements et de la négligence à l'égard des enfants. L'assurance que les enfants connaissent les adultes aidants dans leur réseau de soutien est un outil de prévention important pour les enfants et les jeunes. Au cours de la Journée Passez au mauve, les élèves découvrent leurs droits à la sécurité et au mieux-être, l'importance d'obtenir de l'aide d'adultes dans la communauté, ainsi que l'importance de continuer à demander de l'aide jusqu'à ce qu'ils l'obtiennent.

Chaque membre du village joue un rôle pour assurer la sécurité et le mieux-être des enfants. Un enseignant pourrait être le seul adulte « aidant » qu'un enfant rencontre quotidiennement. Les enseignants peuvent être le lien vital pour un enfant qui subit peut-être des mauvais traitements ou de la négligence.

5. Ressources de la Journée Passez au mauve pour la classe : comment fonctionnent les leçons

L'AOSAE a travaillé avec le *Boost Child & Youth Advocacy Centre* et la SAE de Windsor-Essex pour élaborer les Ressources de la Journée Passez au mauve pour la classe. Les deux organismes cumulent des décennies d'expérience en enseignement de la prévention dans les écoles. Cette année, les ressources pour la classe s'adressent aux élèves des niveaux prématernelle à 5^e année,

et ont comme objectif d'élargir le soutien aux élèves de plus haut niveau primaire et de niveau secondaire l'année prochaine.

L'objectif de ces ressources pour la classe est d'appuyer les enseignants à l'aide d'outils et d'information pour qu'ils fassent de la Journée Passez au mauve de leur école un événement significatif qui fournit aux élèves, aux enseignants et aux familles les connaissances permettant de prévenir les mauvais traitements et la négligence à l'égard des enfants. Ces ressources, qui sont fondées sur le thème « Il faut tout un village pour protéger les enfants », aideront les enseignants à engager les enfants dans des discussions au sujet de la sécurité et du mieux-être, des adultes aidants dans la communauté et de la façon de demander de l'aide.

Les Ressources de la Journée Passez au mauve pour la classe sont divisées en quatre leçons :

« Il faut tout un village pour protéger les enfants »

« Sécurité dans le village »

« Mieux-être dans le village »

« Journée Passez au mauve : #JEBRISElesilence »

Chaque leçon offre du matériel pour le cycle primaire (prématernelle à 2^e année) et le cycle moyen (3^e à 5^e année). Ces leçons traitent des messages clés relatifs à la sécurité, au mieux-être et à l'obtention d'aide, et sont conçues pour être mises en œuvre durant le MPMTE en prévision de la Journée Passez au mauve qui se tiendra le 24 octobre 2017. Chaque leçon contient : un sommaire décrivant l'objectif de la leçon qui contient de l'information contextuelle à l'intention des enseignants; des questions guidées pour présenter les concepts aux élèves et engager la discussion; une activité en classe qui renforce chaque concept. Des directives étape par étape sont fournies pour aider les enseignants à planifier et mettre en œuvre les leçons. Des liens avec le Curriculum de l'Ontario sont aussi fournis. Nous recommandons que les leçons soient tenues dans l'ordre, en commençant par la Leçon 1; cependant, la Leçon 4 peut être utilisée seule, en tant que journée d'événement unique le 24 octobre 2017.

Cliquez [ici](#) pour obtenir les Ressources de la Journée Passez au mauve pour la classe.

6. Information concernant le Devoir de faire rapport

Le « Devoir de faire rapport » décrit le devoir de faire un signalement à une SAE lorsque vous avez des motifs raisonnables de soupçonner qu'un enfant a besoin d'aide. Cette obligation légale de faire rapport d'inquiétudes concernant la sécurité et le mieux-être d'un enfant est décrit dans l'[Article 72](#) de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* (LSEF)*. En vertu cet article, chaque personne qui a des motifs raisonnables de soupçonner qu'un enfant a ou peut avoir besoin de protection, doit faire part sans délai à une société d'aide à l'enfance de ses soupçons ainsi que des renseignements sur lesquels ils sont fondés. La LSEF reconnaît que les personnes qui travaillent étroitement avec les enfants ont une responsabilité accrue de déclarer leurs soupçons.

Il n'est pas nécessaire d'être certain qu'un enfant a ou peut avoir besoin de protection pour faire un signalement à une SAE. Des « motifs raisonnables » se rapportent à l'information dont une personne utilisant un jugement honnête aurait besoin pour décider de faire rapport. Cette norme a été reconnue par les cours de l'Ontario comme établissant un faible seuil de signalement. Le rôle des SAE est d'enquêter sur des signalements, à l'aide d'un processus clinique et normalisé. La personne qui fait le signalement doit faire part de ses inquiétudes, et la SAE déterminera si celles-ci sont suffisamment fondées pour justifier une évaluation plus approfondie des préoccupations relatives à l'enfant.

Un document intitulé « [Oui, vous le pouvez. Pour dissiper les mythes entourant le partage de renseignements avec les sociétés d'aide à l'enfance](#) » a été publié conjointement par le Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario et le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes. Le document, à l'intention des professionnels qui travaillent avec des enfants, est un rappel crucial qu'un appel à une SAE *ne constitue pas* une violation de la protection de la vie privée lorsqu'il s'agit de préoccupations relatives à la sécurité d'un enfant. En fait, les professionnels qui travaillent avec des enfants ont une responsabilité particulière, tel que l'énonce la LSEF, d'assurer la sécurité et le mieux-être des enfants. [Cliquez ici pour lire l'Article 72 de la LSEF.](#)

Les SAE travaillent d'abord et avant tout pour s'assurer que les enfants restent en sécurité dans leur famille. Il est très rare que les enfants soient retirés de leur famille pour être pris en charge. L'étude universitaire ontarienne prédominante sur les mauvais traitements et la négligence à l'égard des enfants révèle que les enfants sont restés au domicile familial dans 97 % des enquêtes des SAE. ([Ontario Incidence Study of Reported Child Abuse and Neglect](#) (OIS), 2013)

**La Loi sur les services à l'enfance et à la famille sera remplacée par la Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille (LSEJF) lorsqu'elle sera promulguée. On s'attend à ce que cela se produise en deux stades. Il est prévu qu'à l'automne 2017, les dispositions relatives aux jeunes de 16 et 17 ans (hausse de l'âge de protection) soient promulguées, et qu'au printemps 2018, toutes les autres parties de la LSEJF soient promulguées.*

Ressources additionnelles relatives au Devoir de faire rapport :

[La Recommandation professionnelle sur le devoir de signaler de l'OEEO](#)

[Oui, vous le pouvez. Pour dissiper les mythes entourant le partage de renseignements avec les sociétés d'aide à l'enfance](#)

[Loi sur les services à l'enfance et à la famille, Article 72](#)

7. Information concernant les mauvais traitements et la négligence à l'égard des enfants

Voici les faits :

- ❖ La négligence est un facteur clé chez 89 % des enfants qui reçoivent des services d'une SAE. Leur famille est aux prises avec des problèmes chroniques comme un traumatisme, la santé mentale et la toxicomanie.¹
- ❖ Il y a eu plus de 16 000 signalements d'enfants et de jeunes ayant été victimes de violence de la part d'un membre de la famille au Canada en 2014.²
- ❖ 32 % des Canadiens ont subi des mauvais traitements à l'égard des enfants (mauvais traitements physiques et sexuels, exposition à de la violence entre partenaires intimes) au cours de leur vie.³
- ❖ 20 % des Canadiens ont subi des mauvais traitements sexuels lorsqu'ils étaient enfants.³
- ❖ Plus de 95 % des auteurs de mauvais traitements sexuels à l'égard des enfants sont des personnes que nos enfants connaissent et en qui ils ont confiance, et non des étrangers.⁴
- ❖ Chaque nuit au Canada, 3 491 femmes et leurs 2 724 enfants dorment dans des refuges parce que leur foyer n'est pas sécuritaire.⁵

Définition :

Les mauvais traitements ont cours dans des situations où une personne responsable, un membre de la famille ou un aidant communautaire étant responsable de l'enfant commet une agression envers l'enfant, et où l'enfant subit des sévices. Ces sévices peuvent être d'ordre physique, sexuel ou affectif. Il peut être plus difficile d'évaluer la négligence à l'égard des enfants, parce que les sévices qui sont causés par l'absence de quelque chose ne sont pas toujours rapidement apparents. Ils peuvent être causés par l'omission des parents ou des personnes responsables de répondre aux besoins essentiels d'un enfant, incluant la nourriture, le logement, les vêtements, l'éducation, la supervision, les soins médicaux et un environnement sécuritaire.

Il est reconnu que la pauvreté est un facteur de risque dans les cas de mauvais traitements et de négligence, mais qu'elle ne cause pas les mauvais traitements et la négligence. Bien que la pauvreté soit un facteur de risque, les enfants subissent aussi des mauvais traitements et de la négligence dans les familles ayant un statut socio-économique plus élevé. La plupart des parents n'ont pas l'intention de blesser leurs enfants. Et cela ne signifie pas qu'ils n'aiment pas leurs enfants. Cela peut signifier qu'ils ont besoin d'aide et de soutien pour assurer la sécurité de leurs enfants. La communauté, ou le « village », qui inclut la SAE, a la responsabilité d'aider.

Types et signes de mauvais traitements et de négligence :

Pour en apprendre davantage sur les types et signes de mauvais traitements et de négligence, incluant les mauvais traitements physiques, sexuels et affectifs, l'exposition à la violence familiale, l'abandon et la séparation, ainsi que l'incapacité de la personne responsable, cliquez [ici](#).

Vous pouvez aussi télécharger notre dépliant, qui énumère les types et signes de mauvais traitements, en cliquant [ici](#).

Il est aussi important de se rappeler que certaines pratiques parentales ne sont pas dangereuses, mais qu'elles diffèrent des propres pratiques parentales d'un enseignant. Pour découvrir comment les signalements peuvent mener à la surreprésentation des familles afro-canadiennes dans le système du bien-être de l'enfance, cliquez [ici](#). Pour en apprendre davantage sur la surreprésentation des familles autochtones et afro-canadiennes dans le système du bien-être de l'enfance, cliquez [ici](#).

Références :

¹ *A 25 Year Perspective on Child Welfare Services in Ontario and Canada*, Nico Trocmé, McGill University

² *Statistique Canada, La violence familiale au Canada : un profil statistique, 2014. Tableau 4.2*
<http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2016001/article/14303/tbl/tbl4.2-fra.htm>

³ *Canadian Medical Association Journal, Child Abuse and Mental Disorders In Canada, April 22, 2014*

⁴ *Étude canadienne sur l'incidence des signalements de cas de violence et de négligence envers les enfants – 2003 : résultats choisis. Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux. 2005. (p.87)*

⁵ *VF : Les refuges pour femmes violentées au Canada, 2014, Statistique Canada, disponible à : <http://www.statcan.gc.ca/pub/85-002-x/2015001/article/14207-fra.htm>*

8. Répondre à un enfant qui fait une divulgation

La décision de signaler des préoccupations à la SAE peut être fondée sur divers facteurs, incluant les observations de possibles mauvais traitements et négligence à l'égard d'un enfant (se reporter à [Information concernant les mauvais traitements et la négligence à l'égard des enfants](#) ci-dessus pour les types et signes de mauvais traitements et de négligence) ou une divulgation de la part d'un enfant.

Si un enfant divulgue à un enseignant qu'il subit des mauvais traitements ou de la négligence, l'enseignant doit :

- **Parler avec l'enfant en privé.** L'enseignant doit limiter les distractions et offrir toute l'attention à l'enfant.
- **Expliquer son rôle.** L'enseignant doit dire à l'enfant qu'il l'aidera. L'enseignant ne doit pas promettre de garder le secret par rapport à la divulgation.
- **Écouter attentivement.** L'enseignant doit permettre à l'enfant de raconter son histoire. L'enseignant doit se rappeler qu'il n'a pas à prouver ou vérifier les mauvais traitements.

- **Reconnaître** la situation et les sentiments de l'enfant.
- **Féliciter l'enfant.** L'enseignant doit dire à l'enfant qu'il a fait la bonne chose et lui expliquer qu'il n'est pas responsable des mauvais traitements.
- **Croire l'enfant.** Le type de réponse que les enfants reçoivent lorsqu'ils font un dévoilement peut déterminer s'ils continueront à dévoiler et obtenir de l'aide. Si un enfant obtient une réponse positive à son dévoilement, il est plus probable qu'il recherchera de nouveau de l'aide lorsqu'il en aura besoin.
- **Consigner le dévoilement dans les mots de l'enfant.** L'enseignant doit prendre le temps de noter le dévoilement le plus précisément possible.
- **Respecter la vie privée de l'enfant.** Les enseignants ne doivent pas partager les détails de la divulgation avec des collègues. Respecter la vie privée d'un enfant ne nuit pas au devoir d'un enseignant de signaler ses préoccupations à une SAE.

9. Information concernant le processus de signalement pour les enseignants

Si des enseignants constatent ou ont un motif de croire qu'un enfant a besoin de protection ou risque de subir des sévices, ils ont l'obligation légale d'appeler leur [Société d'aide à l'enfance locale](#) [Généralement, on nomme les agences « Société d'aide à l'enfance » ou « Services à la famille et aux enfants ».] Un intervenant en protection de l'enfance pourra répondre à leur appel 24 heures sur 24, 365 jours par année. Les numéros de téléphone des SAE de l'Ontario sont disponibles dans le site Web de l'AOSAE, à www.oacas.org/fr/.

Le processus de signalement :

- Si l'enseignant croit que l'enfant est en danger immédiat, il doit appeler la police ainsi que sa SAE locale.
- Lorsque la décision a été prise d'appeler la SAE, les enseignants ne doivent pas consulter ni informer un parent ou une personne responsable, étant donné que cela pourrait compromettre la sécurité de l'enfant. La SAE conseillera l'enseignant au sujet de toute consultation avec le parent.
- Les enseignants n'ont pas à être certains concernant les préoccupations de mauvais traitements ou de négligence à l'égard de l'enfant pour signaler leurs préoccupations à la SAE; on leur demande d'exercer leur bon jugement.
- Les enseignants ne doivent pas entreprendre une enquête concernant les préoccupations. Il n'ont pas le rôle ni la responsabilité de déterminer si les mauvais traitements ou la négligence ont eu cours. Il relève des SAE d'enquêter sur le besoin de protection ou d'intervention et d'évaluer ce besoin.

- Les enseignants qui ont une préoccupation doivent appeler la SAE directement. Il n'ont pas le droit de déléguer leur devoir légal de faire rapport à une autre personne, incluant leur superviseur.
- Bien que la confidentialité ne puisse pas être assurée lorsqu'on fait un signalement à une SAE, les préoccupations relatives à l'identification du référent doivent être partagées avec la SAE.
- Le devoir de faire rapport d'un enseignant est continu. Même si l'enseignant a déjà fait un signalement, il doit continuer de faire des signalements s'il croit qu'un enfant a toujours besoin de protection.
- Les enseignants doivent signaler des préoccupations même si l'information a été partagée avec eux en tant que confidence.
- Les enseignants doivent conserver des notes détaillées sur les circonstances justifiant leurs préoccupations.
- Les enseignants doivent aussi se rappeler que les pratiques d'éducation des enfants varient selon les cultures. Certaines pratiques parentales ne sont pas dangereuses, mais elles diffèrent des propres pratiques parentales de l'enseignant.
- Les intervenants en protection de l'enfance demanderont de l'information sur l'enfant en cause, incluant son nom de famille, son adresse et sa date de naissance, ainsi que sur les autres enfants vivant au domicile familial. On demandera aussi aux enseignants de fournir de l'information sur la personne soupçonnée d'avoir causé la préoccupation, incluant son nom, sa relation avec l'enfant, son adresse, son numéro de téléphone, son lieu de travail, ainsi que l'endroit où se trouve cette personne. L'intervenant en protection de l'enfance voudra connaître les préoccupations précises de l'enseignant et la façon dont il en a été informé.
- L'intervenant en protection de l'enfance posera aussi des questions sur le fonctionnement de l'enfant et de la famille, le réseau de soutien de l'enfant et de la famille, l'origine ethnique, la langue première et la religion de la famille; il voudra aussi savoir si l'enfant et la famille sont autochtones. L'intervenant demandera aussi s'il y a des préoccupations connues concernant la sécurité de l'intervenant.

10. L'aide à l'enfance peut aider : comment votre appel aide à appuyer les enfants et les familles

En Ontario, les SAE ont la responsabilité juridique exclusive d'offrir des services de protection de l'enfance, 24 heures sur 24, 365 jours par année. Les activités et l'objectif d'une SAE sont énoncés dans la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*.*

Lorsqu'un enseignant appelle une SAE pour signaler une préoccupation, c'est un intervenant en protection de l'enfance autorisé qui répond; il évalue l'information du signalement à l'aide de [lignes directrices exhaustives](#) pour déterminer l'admissibilité. *(Dans cette vidéo, un [intervenant en protection de l'enfance d'une SAE](#) décrit les mesures qu'elle prend lorsqu'elle reçoit un appel d'une personne qui a une préoccupation relative à la sécurité ou au mieux-être d'un enfant.)*

La SAE examinera et évaluera toute l'information disponible, à l'aide des renseignements contenus dans le signalement, d'un examen des dossiers et de son jugement clinique. La SAE analysera les facteurs de protection connus ainsi que les préoccupations de sécurité, et déterminera si une enquête est nécessaire ou si l'enfant et la famille ont besoin d'être mis en contact avec d'autres services de soutien communautaires. Si on évalue qu'un enfant est en danger imminent, un intervenant en protection de l'enfance interviendra immédiatement.

Si un engagement continu avec un enfant et une famille est nécessaire, la priorité de la SAE passe de la détermination du besoin de protection de l'enfant à l'amélioration des facteurs liés à la sécurité et au mieux-être de l'enfant au domicile familial. Dans la grande majorité des cas, les enfants restent dans leur famille, alors qu'ils reçoivent de l'aide de la SAE. Un intervenant en protection de l'enfance engage l'enfant et la famille, en élaborant un plan de services en collaboration avec la famille. Ce plan sert de stratégie pour l'acquisition de forces et la réduction des risques, de sorte que la famille n'ait plus besoin de services de protection de l'enfance. Pour aider une famille à obtenir ce résultat, la SAE peut la mettre en communication avec des services de soutien communautaires, comme des programmes de rôle parental ou des programmes de traitements pour des problèmes de toxicomanie, de santé mentale et de traumatisme. Les SAE ne pourraient pas accomplir leur travail sans le réseau de services et de ressources communautaires qui offre des services cruciaux aux familles vulnérables.

Cet accent sur des services au domicile et d'intervention précoce fait partie de la transformation du système du bien-être de l'enfance de l'Ontario, qui a débuté il y a une dizaine d'années. Cette approche reconnaît qu'une intervention précoce peut réduire le besoin de recourir à des services plus intrusifs plus tard.

**La Loi sur les services à l'enfance et à la famille sera remplacée par la Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille (LSEJF) lorsqu'elle sera promulguée. On s'attend à ce que cela se produise en deux stades. Il est prévu qu'à l'automne 2017, les dispositions relatives aux jeunes de 16 et 17 ans (hausse de l'âge de protection) soient promulguées, et qu'au printemps 2018, toutes les autres parties de la LSEJF soient promulguées.*